l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 18
dimanche 19
avril 1976
No 473
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Lip
«Que toute une région se lève»

Pour la seconde fois en 3 ans tous les travailleurs de Lip sont menacés de licenciement. Forts de leur expérience de ces longs mois de lutte (lutte contre les licenciements, puis pour l'application de l'accord de Dôle garantissant l'emploi de tous de mars 1974 à mars 1975), les travailleurs et travailleuses s'organisent et affirment bien haut : Non, Lip ce n'est pas fini !

Les premières actions de popularisation à Besançon ont recueilli un accueil très favorable de la part de la population. Non, Lip ce n'est pas les «illusions perdues» comme le disent avec hargne les dirigeants révisionnistes du PCF, c'est de nouveau le conflit de l'imagination, où chacun apporte sa pierre pour construire une riposte efficace.

Même si la situation est différente de celle de 1973, les acquis ne sont pas oubliés. Le premier numéro d'une nouvelle série de «Lip Unité», qui avait joué un rôle important dans la popularisation en 1973-1974, est paru. Mais pour l'instant, il est seulement le bulletin de la section CFDT. Il retrace l'historique de ce qui s'est passé depuis le redémarrage de l'usine le 11 mars 1974, surtout du point de vue industriel. Il parle également des problèmes de l'industrie horlogère et de l'organisation de la lutte actuelle.

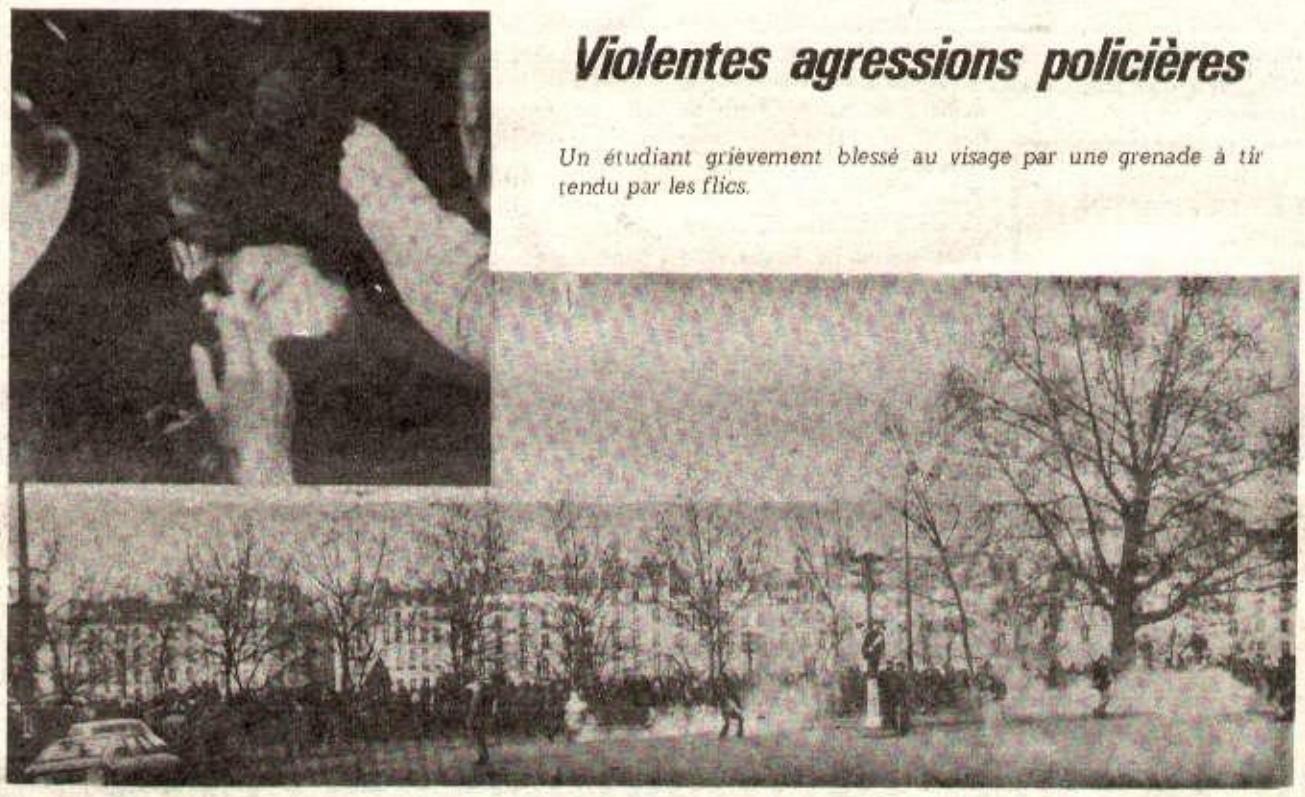
Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris le 15 avril, avec la participation de 5 militants de Lip, il est regrettable que la fédération CFDT de la métallurgie ait surtout mis l'accent sur les «solutions industrielles» (nous y reviendrons). A la fin, Charles Piaget a parlé des perspectives d'action que se donnent les travailleurs. En effet, des contacts sont pris avec les syndicats de la région et vont se développer, car la situation (la crise) va en s'aggravant, la région et l'industrie horlogère qui y est concentrée à 90 % sont particulièrement touchées. C'est toute une région qui se pose des questions.

Sont également envisagées des rencontres inter-entreprises qui s'avèrent prometteuses ; pour que toute une région se dresse et se lève ! Cette bataille va être longue, disent les Lip, mais *«ce n'est qu'en luttant que nous pourrons faire reculer le mauvais coup»* («Lip Unité»).

* *Pour se procurer «Lip Unité», contre 2 F en timbres ou plus, écrire à : UL CFDT, 3, rue Champrond 25000 Besançon ; ou Bernard Billot 11, bd Blum 25000 Besançon.*

Etudiants, enseignants, lycéens

Puissantes manifestations dans toute la France



Violentes agressions policières

Un étudiant grièvement blessé au visage par une grenade à tir tendu par les flics.

Les étudiants ripostent à la violence policière.

Le pouvoir capitaliste s'est trouvé ce jeudi 15 avril face aux plus puissantes manifestations d'étudiants, de lycéens et d'enseignants jamais vues depuis 1968 et cela à travers toute la France.

Malgré l'opération «explications» (c'est-à-dire mystification) lancée lundi dernier par Saunier-Seité sur ordre de Giscard d'Estaing, le mouvement étudiant et lycéen ne cesse de s'étendre et de gagner en détermination. C'est ainsi que ce jeudi plusieurs «grandes écoles», et lycées sont entrés dans la lutte (voir page 3). Même les étudiants en médecine dont Saunier-Seité vantait le «calme» étaient jeudi dans la rue aux cris de *«Saunier, c'est foutu, la santé est dans la rue»*. Ceci explique l'ampleur des manifestations qui se sont tenues dans près de 30 villes universitaires.

A Paris vers 17 heures, un immense cortège fort de plusieurs dizaines de milliers de manifestants s'ébranlait de la place de la Bastille. En tête marchaient les représentants de la Coordination étudiante des facultés en grève et les enseignants et étudiants des facultés de Nanterre, Jussieu, Tolbiac. Les révisionnistes de l'UNEF qui tentaient de prendre la tête du cortège en portant des ballons marqués au sigle de leur organisation furent pris à partie par les étudiants aux cris de *«UNEF : trahison»* tandis que leurs baudruches étaient crevées. Cela illustrait une fois de plus la conscience qu'ont les masses du caractère réactionnaire des révisionnistes. L'incident clos, la puissante manifestation se poursuivait, sur les justes mots d'ordre *«Chômage, ras le bol»*, *«dans les facultés et les IUT Saunier-Seité n'a pas cédé, c'est tous ensemble qu'il faut frapper»* et encore *«Ni chômeurs, ni cadres au service du capital»* *«Travailleurs, étudiants, lycéens, solidarité !»*.

Cependant à peine la manifestation parvenait-elle au pont Sully, à près de 500 mètres de la Bastille que la provocation policière était déclenchée.

(Suite page 3)

Toulouse : trois étudiants inculpés

Nous venons d'apprendre que sur le 23 étudiants arrêtés à Toulouse à la suite de la manifestation de mardi où les étudiants avaient osé affronter la violence policière, un étudiant a été placé sous mandat de dépôt et deux autres ont été placés sous contrôle judiciaire.

NON AUX EXPULSIONS

C'est jeudi matin que 85 Pakistanais, pour la plupart «sans papiers», ont été expulsés de France. A bord de l'avion se trouvaient 22 inspecteurs de police pour les escorter !

Le «comité de défense des travailleurs immigrés» fait état jeudi de l'arrestation de 160 Pakistanais dans plusieurs hôtels parisiens au cours des derniers jours.

Cette attaque contre les travailleurs immigrés est absolument intolérable, et doit être combattue énergiquement. Soutenons nos frères immigrés contre la répression.

Huit travailleurs des foyers Sonacotra de Nanterre auraient été expulsés dans la nuit du 15 au 16 avril. Ces expulsions témoignent de l'affolement de la bourgeoisie devant la détermination des travailleurs de la Sonacotra. A la veille du week-end, elle espère une moindre riposte. Au contraire, mobilisons-nous au maximum. Tous unis contre la répression. Soyons prêts à répondre à toute initiative de solidarité.

VIVE LE 1er ANNIVERSAIRE DU CAMBODGE NOUVEAU

Le 17 avril n'est pas seulement un anniversaire pour le peuple du Cambodge : celui de la terre libérée, des chaînes brisées, de la victoire sur la barbarie US et sur toutes les forces réactionnaires ; ce n'est pas non plus seulement l'anniversaire de la défaite totale de l'impérialisme américain en Indochine.

C'est une date pour nous tous, pour tous les peuples du monde. Car il y a un an fut consacré avec éclat le triomphe de l'esprit d'oser lutter et d'oser vaincre, de l'esprit d'indépendance et de sacrifice, de lutte sans compromis qui a animé un grand peuple d'un pays, petit et pauvre, durant ces six dernières années. Un coup d'état US en mars 70, l'invasion de centaines de milliers de GI'S en mai de la même année, des bombardements sans précédent pendant 200 jours et 200 nuits en 1973, une guerre d'agression menée par l'une des deux superpuissances de ce temps : et pourtant, le peuple du Cambodge n'a jamais plié l'échine ; il n'a jamais cédé aux pressions. Et il a vaincu. C'est une leçon à ne pas oublier.

Mais aujourd'hui, 17 avril 1976, il nous apprend d'autres choses, tout aussi précieuses. Un monde nouveau naît là-bas. En moins d'un an, les routes et les fleuves ont été remis en état ; les usines marchent. La bataille du riz a été gagnée et la bataille de l'eau continue dans les campagnes cambodgiennes où canaux, barrages, digues et diguettes, où l'infirmerie du village marquent un paysage neuf pour une société nouvelle.

Voilà le nouveau ce 17 avril 1976 au Cambodge ; les ouvriers, les paysans, les combattants révolutionnaires sont les maîtres, mobilisés par leur organisation révolutionnaire pour édifier une société juste et pleinement démocratique comme ils l'ont été pour libérer leur patrie. Le 20 mars dernier, à l'Assemblée des représentants du peuple, les délégués étaient des ouvriers et des paysans envoyés par leurs usines, leurs chantiers et leurs coopératives. Ce sont eux qui ont élu leurs dirigeants ; tous les cadres politiques et de l'État, même au plus haut niveau vont travailler à l'usine ou dans les champs ; on combat les différences entre villes et campagnes, entre régions, entre coopératives, entre responsables et simples paysans.

Les ouvriers et les paysans du Cambodge y bâtissent des choses prestigieuses. Voilà ce qui provoque l'hystérie et les mensonges de la presse bourgeoise contre le Cambodge. Voilà par contre qui fait lever un grand espoir et une solide certitude, les mêmes que suscitèrent la Commune de Paris, Octobre 17 ou 1949 en Chine : l'espoir en un monde nouveau et la certitude dans les capacités du prolétariat et des peuples à le construire quelques soient les difficultés et les embûches.

Camille Granot.

CAMBODGE, UN AN APRES (2)

Le 17 avril 1975, Phnom Penh était libérée. Le jour qui marque la fin de la domination de l'impérialisme US au Cambodge est aussi celui de toute présence néo-coloniale et le début de profondes transformations révolutionnaires dans tout le pays.

En se libérant du joug américain, le peuple cambodgien a aussi brisé toutes ses anciennes chaînes d'esclavage. Il est effectivement devenu maître du pouvoir d'État, de son pays et de son destin. Il n'y a désormais plus au Cambodge de classe exploiteuse, ou exploitée, de riches ou de pauvres.

Le plus sûr garant de ce pouvoir populaire, c'est l'armée révolutionnaire, composée des meilleurs fils et filles des ouvriers et paysans ; trempés dans une guerre longue et difficile, ils ont acquis une conscience politique très élevée un sens aigu des responsabilités révolutionnaires et sont animés d'un esprit de combat résolu.

Le pouvoir a été consolidé concrètement par l'adoption de la constitution du 5 janvier dernier, écrite avec le sang des ouvriers et paysans versé au combat. La nouvelle constitution le précise explicitement : le Cambodge est un État qui appartient aux ouvriers, paysans et aux autres travailleurs.

Elle précise également concrètement la manière dont le peuple dirige toutes les affaires de l'État, par l'assemblée des responsables du peuple qui trace, décide la ligne politique, intérieure comme extérieure, choisit le gouvernement, désigne un présidium de l'État, nomme les instances de la justice populaire.

L'élection des membres de cette assemblée, le 20 mars dernier, est un événement d'importance. C'est la première fois qu'au Cambodge, ouvriers et paysans, maîtres de leurs usines, de leurs rizières, choisissent vraiment librement leurs représentants.

La guerre finie, le Cambodge tout entier est mobilisé dans une nouvelle bataille : le redressement de l'économie. Il dispose pour cela d'une force puissante : l'armée révolutionnaire. Pendant la lutte de libération, toutes les forces vives étaient mobilisées pour le renforcement et le soutien au front. Avec la paix reconquise, tout en restant vigilant pour la défense nationale, les problèmes ne sont plus les mêmes. On peut concentrer toutes les forces sur d'autres fronts.

Un exemple : le 17 avril la capitale était libérée. Dès le 19, deux jours après, deux des divisions qui participaient à sa libération sont affectées à la remise en état de la voie de chemin de fer Phnom Penh-Kompong Cham.

La cooperative, nouvelle structure de base du pays.

Dans la reconstruction du pays, les coopératives jouent un rôle essentiel généralisées à l'ensemble du pays. Sans elles, ni l'évacuation et la réception de la population de la capitale, ni le redressement économique n'auraient été possibles.

Certes le pays est encore pauvre. L'État apporte aux coopératives son aide en vêtements, médicaments, sel, semences et règle avec elles les grands problèmes de l'irrigation.

Celle-ci mobilise l'essentiel des forces car elle conditionne l'avenir sur de grands chantiers de 25 000, 100 000 personnes, l'armée et la population locale travaillent d'arrache pied à résoudre le problème de l'eau.

Il faut en même temps remettre en marche tout ce qui a été détruit : routes, usines, ports, chemins de fer et jeter les bases d'une agriculture de l'avenir, moderne développée.

Le paysage du Cambodge se transforme ainsi à vue d'œil. De nouvelles digues, rectilignes, se réalisent. Elles permettront une mécanisation future et dès aujourd'hui servent de canaux et aussi de voie de communication. Avant le rendement moyen de riz à l'hectare était d'une tonne environ. Dans certaines régions il est déjà de plus de 6 tonnes, l'objectif étant de 3 tonnes en moyenne à l'hectare.

Toutes les usines nécessaires à l'élévation du niveau de vie du peuple ont été remises en marche et produisent. Dès maintenant le peuple, dans son immense majorité, vit ajourd'hui mieux qu'avant la guerre. Il peut être légitimement fier de tous ces magnifiques succès.

17 AVRIL 1975
LIBÉRATION TOTALE ET DÉFINITIVE DU KAMPUCHEA

1er ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE DU KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE

SOIRÉE COMMÉMORATIVE
suivie d'une représentation artistique
Le samedi 24 avril 1976 à 20h 30
Salle de la Mutualité (Salle A)
24 Rue Saint-Victor Paris 5e
Métro : Maubert-Mutualité

LE COMITÉ DU FUNK EN FRANCE

IMAGES DE LA LUTTE EN TERRITOIRES OCCUPES PALESTINE

L'Agence palestinienne «Wafa» vient de diffuser une série de photos inédites prises pendant les dernières grandes manifestations en Cisjordanie occupée. Elles témoignent à elles seules de de l'ampleur des luttes populaires et de l'affolement des forces sionistes d'occupation.

Les forces d'occupation israéliennes multiplient les patrouilles dans les rues de Naplouse, n'hésitant pas à tirer sur les manifestants.

Les lycéens de Jérusalem en grève occupent le terrain de leur école.

Des manifestants palestiniens lapident la police sioniste.

La police sioniste, dans les rues de Jérusalem, est contrainte d'utiliser des masques à gaz.

Puissantes manifestations dans toute la France

(Suite de la p. 1)

Un petit nombre d'éléments contrôlés par la préfecture de police marchant devant la manifestation lançait des projectiles sur les considérables forces de répression déployées intentionnellement à cet endroit: cela permettait aux CRS de se livrer à une sauvage attaque contre la tête du cortège, tout en épargnant bien sûr les provocateurs qui marchaient loin devant.

C'est avec sauvagerie que les CRS et autres brigades d'intervention tiraient des grenades à la main et au fusil. Plusieurs manifestants furent blessés, l'un d'entre eux particulièrement grièvement. Immédiatement les étudiants répondirent par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire de la police. Aux cris de *«Flics, fascistes, assassins !»* et *«Aleria, Montredon, deux flics c'est pas assez !»* les manifestants ripostèrent avec des pavés et mirent hors d'état de nuire plusieurs CRS.

Finalement la manifestation put reprendre son cours en empruntant les quais de la Seine. Tout au long du parcours les forces de répression qui quadrillaient le terrain allaient à plusieurs reprises être saluées avec le salut fasciste par des milliers de manifestants qui les désignaient ainsi comme des fascistes.

D'ailleurs la suite des événements allait une fois de plus confirmer le bien-fondé de cette appréciation.

Non loin du but de la manifestation, au carrefour Sèvres-Babylone, le gouvernement avait fait tendre un piège : les manifestants étaient encerclés de toutes parts. La police se refusait à dégager une issue et contraignait les manifestants à se disperser dans le métro.

Cependant peu de temps après que la dispersion eut commencé une sauvage agression fut déclenchée et à partir de ce moment-là de véritables combats de rue allaient commencer. Car attaqués par les CRS, les «brigades d'intervention», et les gardes mobiles, les étudiants se refusaient à se laisser «ratonner» sans réagir : et très nombreux furent ceux qui osèrent riposter comme il se doit. Fous de rage les forces de répression s'en prenaient indistinctement à tout ce qui bougeait, jeunes, vieux, femmes, touristes étrangers ; même les journalistes des radios périphériques pourtant peu favorables au mouvement étudiant étaient forcés de reconnaître «la barbarie des charges policières» qualifiées d'ailleurs bien vite aux journaux parlés de «bavures». C'est ainsi que jusque vers 22 heures des affrontements se poursuivirent au Quartier latin.

En fin de compte les étudiants, enseignants et lycéens auront montré ce jeudi à travers toute la France leur détermination.

Le gouvernement a choisi la répression fasciste : à Paris il a fait blesser grièvement des manifestants, à Toulouse il a fait arrêter 23 étudiants. La lutte contre la répression sauvage et la libération des camarades emprisonnés, voilà donc deux nouveaux importants objectifs qui vont s'inscrire aux côtés de l'abrogation de la réforme Soisson-Seité sur le cahier des revendications des étudiants, des lycéens et des enseignants.

Au moment de mettre sous presse nous n'avons pas encore les indications de nos correspondants qui se sont trouvés en province. Nous livrons donc à nos lecteurs les informations données par l'Agence France-presse autrement dit le gouvernement à titre indicatif. En ce qui concerne le nombre de manifestants, chacun devra donc imaginer qu'il s'agit de chiffres bien inférieurs.

A Lyon, un cortège de 4 000 personnes a défilé de la place des Terreaux au rectorat.

A St-Étienne, 4 000 manifestants, à Chambéry, 2 000 manifestants, à Nice, le cortège groupait 10 000 étudiants.

A Aix-Marseille, plusieurs milliers d'étudiants et enseignants se sont rassemblés devant le monument des mobiles pour gagner la Canebière. A Avignon, 4 000 étudiants et lycéens ont manifesté tandis que le doyen appelé faisait fermer la faculté des Lettres. A Toulouse, sous une pluie battante plus de 2 000 étudiants ont manifesté dans le centre de la ville.

A Bordeaux, 5 000 personnes ont manifesté.

Limoges, 1 000 manifestants.

Poitiers, 1 600 manifestants.

Clermont-Ferrand, 2 000 manifestants.

Strasbourg, 1 500 étudiants ont manifesté.

Nancy 2 000 étudiants ont manifesté aux cris de «Alice abroge ou bien déloge».

Rennes, 8 000 étudiants ont participé à la manifestation.

Le Mans, 5 000 manifestants.

Rouen, 1 500 manifestants.

Amiens, à l'issue de la manifestation qui réunissait plus d'un millier de personnes, des affrontements ont eu lieu entre CRS et manifestants.

Pau, 2 000 étudiants ont manifesté dans les rues de la ville.

Nîmes, 600 personnes ont pris part à une manifestation devant la préfecture.

Dijon, des étudiants ont envahi le rectorat vers 18 heures et ont occupé le bureau du recteur quelque temps avant l'intervention des CRS, puis ils ont rejoint en cortège, le campus universitaire.

Orsay

Les étudiants en Sciences rejoignent le mouvement

La faculté d'Orsay est un «fleuron» de l'université française. Sa réputation de «faculté d'élite» est soigneusement défendue par le PCF qui y occupe tous les postes de responsabilité (présidence, les conseils de l'université Paris 11, syndicats d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants). Cependant, bien que ce soit une fac «sérieuse» qui ne bouge pas, depuis le lundi 12 avril, les étudiants se sont mis en grève massivement. Ils ont élu en assemblée générale un comité de grève, malgré la farouche opposition de l'UNEF.

Mercredi 14, ils ont, pendant une demi-heure, freiné la circulation sur l'autoroute F-18 à hauteur d'Orsay, et y ont distribué des tracts popularisant leur lutte. Ils étaient un millier scandant les mots d'ordre : *«Abrogation de la réforme Soisson»*, *«Ni chômeurs ni cadres au service du patronat»*, *«A bas l'école du capital»*, *«Patronat hors des facs»*.

Lille

La chambre de commerce occupée

Mercredi, les étudiants de Lille ont manifesté une nouvelle fois. L'UNEF a été rapidement débordée et les CRS se sont mis en place.

La manifestation s'est alors dirigée vers la chambre de commerce qui a été occupée malgré l'opposition de l'UNEF.

Les CRS sont intervenus tandis que l'UNEF appelait à la dispersion, voulant ainsi que les étudiants qui occupaient la chambre de commerce se trouvent isolés face aux flics. Les étudiants ont alors scandé massivement «UNEF trahison» et ont fait face à l'agression policière.

Après les arrestations de Lorient

Solidarité des Marxistes-Léninistes

L'Humanité-Rouge a reçu la lettre suivante émanant de deux formations qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung :

Chers camarades,

Vous serait-il possible de transmettre au PCMLF, notre solidarité la plus totale face à la répression capitaliste qui frappe trois militants de ce parti ?

Nous sommes prêts à envisager toutes initiatives pour la libération de ces militants.

Salutations marxistes-léninistes.

Le Travailleur
La Cause du peuple

De son côté l'Union des communistes de France (marxiste-léniniste) a fait savoir qu'elle estimait nécessaire de riposter à la répression dont sont victimes les marxistes-léninistes de Lorient.

Une presse mal informée ou mal intentionnée ?

Les inculpations de militants marxistes-léninistes devant la Cour de sûreté de l'État font l'objet du mutisme de la presse et des mass-média.

En dehors de «Libération» et du «Monde», en effet, les quotidiens parisiens n'ont pas informé leurs lecteurs de ces mesures répressives.

Certains qui n'ont pas manqué de faire grand bruit quand les trotskystes étaient poursuivis sous des motifs d'inculpation similaires (par exemple : démoralisation de l'armée) observent aujourd'hui un surprenant silence.

S'agit-il d'une presse mal informée ou mal intentionnée, nous le saurons ces prochains jours.

De toutes façons ce genre de mesquinerie n'empêchera pas le développement de la lutte de masse ouvrière et populaire contre une répression aussi stupide qu'inefficace.

L'ASFA proteste contre l'impunité des auteurs d' attentats racistes

Les 9 et 10 avril s'est réuni le conseil national de l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA). Il a approuvé un rapport de la commission immigration et racisme protestant contre l'impunité dont jouissent les auteurs d'attentats – pourtant bien connus des services officiels – contre les les personnes et les biens des travailleurs immigrés arabes et même contre les Arabes de nationalité française.

Contre les atteintes aux droits les plus élémentaires des travailleurs arabes : droit au travail, droit à des logements décents, maintien des liens avec la culture et la langue d'origine, information culturelle et sociale, mêmes droits économiques et sociaux que les travailleurs français,représentation équitable des travailleurs immigrés au sein des organismes comme le FAS, les comités d'entreprise, les syndicats, les associations régies par la loi du 1er juillet 1901.

Le rapport affirme que l'ASFA souhaite avec insistance une démarche collective des ambassades des pays arabes auprès du président de la République pour que les attentats racistes aient une suite judiciaire et pour que tous les droits des travailleurs immigrés soient sauvegardés.

Un rapport de la commission politique a été également adopté déclarant notamment :

Notre solidarité s'adresse, en priorité, au peuple palestinien. Son existence et son identité sont désormais reconnues universellement, à la seule exception d'Israël qui, soutenu par les États-Unis, perpétue la politique de colonisation des terres, au risque d'une nouvelle guerre au Proche-Orient.

L'ASFA considère comme un fait d'importance historique les récentes manifestations de résistance de la populationpalestinienne, y compris dans les «frontières» d'avant 1967. L'ASFA rappelle son attachement au principe d'un règlement global qui, seul, peut assurer la paix au Proche-Orient.

D'une manière générale, l'ASFA s'estime concernée par tous les problèmes qui se posent au monde arabe. Tout en s'interdisant de s'immiscer dans les problèmes internes aux pays arabes, l'ASFA rappelle son attachement au principe de l'autodétermination des peuples. La responsabilité de la France y étant directement engagée, l'ASFA se prononce pour une accession rapide à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas (Djibouti).

Notre solidarité s'adresse enfin aux travailleurs immigrés en France dont le statut ne cesse d'être préoccupant. L'ASFA demande que, dans le cadre des bonnes relations entre la France et les pays arabes, la sécurité des ressortissants arabes sur notre sol soit assurée de façon plus efficace que par le passé. A cet égard, l'ASFA demande que soit poursuivie l'enquête sur la disparition de Mahmoud Al Hamchan représentant de l'OLP, assassiné en 1972 par les services israéliens,comme de tous les crimes racistes.

La lutte dans les lycées

Six établissements fermés

Affolés par la perspective d'une extension massive du mouvement contre la réforme de «l'éducation», les autorités universitaires ont fermé jeudi sur recommandation du gouvernement capitaliste six établissements du second degré où le mouvement de lutte se développait fortement. Il s'agit des lycées de Sarlat, Gonesse, Digne, du lycée des Eucalyptus à Nice, ainsi que de la cité scolaire de Béziers et du CET de Nîmes.

Par ailleurs les directeurs d'établissements scolaires s'inquiètent de l'absentéisme croissant lié à la participation des lycéens à des activités organisées contre la réforme scolaire.

Olida (Levallois-Perret)

Poursuite de la grève avec occupation

Le trust de l'alimentation Olida-Caby spécialisé dans les conserveries, notamment charcutière, avait décidé récemment de mettre au chômage partiel les ouvriers de l'entreprise de Levallois. Ceux-ci ne l'ont pas entendu de cette oreille, et le 1er avril ils décidaient en assemblée générale à 80 %, la grève avec occupation pour obtenir le maintien intégral du salaire tout en restant à l'horaire réduit (41 h 1/2 au lieu de 43 h 1/4). Depuis les seules propositons patronales ont été le retour à l'ancien horaire.

Pourtant le trust Olida-Caby a réalisé, selon le journal économique bourgeois «les Échos», une progression de son chiffre d'affaire égale à 12,35 % de 1974 à 1975 (2 267 160 484 F contre 2 017 884 860 F).

La paye des ouvriers d'Olida, en majorité des femmes et des immigrés, n'était déjà pas bien grosse, 1 500 à 1 600 F, mais avec le chômage partiel elle était encore amputée de 150 à 300 F. Quand on connait en plus les cadences et les conditions de travail qui règnent à l'usine on comprend la révolte des ouvrières et ouvriers de l'usine. L'essentiel du travail consiste en de la manutention, découpage, emballage, changement et déchargement, à un rythme sans cesse plus rapide. Quand la direction installe de nouvelles machines ce n'est pas pour alléger la charge de travail mais pour augmenter la production, comme pour les débiteuses de jambon en tranches dont la cadence a doublé ; c'est le travailleur qui doit suivre le rythme de la machine et non pas la machine qui soulage l'ouvrier. Dans ces conditions, que l'horaire de travail diminue, tout le monde est pour, mais pas question de perdre du salaire pour permettre au patron de s'engraisser comme les porcs dont il fait le commerce.

C'est pourquoi les ouvriers sont décidés à tenir bon et envisagent même de devenir plus exigeants : 300 F d'augmentation pour tous ont été proposés et approuvés en assemblée générale. Mais pour cela il faut que le soutien et l'action des autres travailleurs du trust se développent. Déjà une manifestation de soutien a eu lieu dans Levallois et hier jeudi les 3/4 des grévistes sont allés à Lille contacter leurs camarades de l'usine Caby. Jeudi soir à 16 heures la direction devait faire de nouvelles propositions. S'il veut continuer à vendre son saucisson il faudra qu'il cède aux revendications des grévistes.

Alsthom Saint-Ouen

Encore un licenciement à la chaudronnerie

A l'Alsthom, le racisme et la provocation contre les immigrés et les travailleurs combatifs sont monnaie courante.

La dernière victime de cette politique est un ouvrier algérien Aksouh qui vient d'être licencié comme le fut notre camarade Lebrun en janvier 1974. Un groupe de travailleurs immigrés de l'usine nous communique le tract suivant qu'ils ont fait eux-mêmes.

La liste s'allonge : Lebrun, Sonnet, Petit, Aksouh, etc. Vendredi 2 avri, à la chaudronnerie, la provocation du chef de tendance «Radical-socialiste» a entraîné le licenciement du camarade Aksouh.

Le petit chef a déjà été responsable du licenciement du camarade Lebrun, avec la complicité des dirigeants CGT Alsthom.

Depuis un certain temps la politique de répression de la direction savoisienne s'accentue sur les militants les plus combatifs (licenciements, avertissements, mises à pied, etc.) pour les moindres choses.

Ces mesures discriminatoires touchent particulièrement les ouvriers syndicalistes qui s'opposent dans la pratique au Programme commun.

NOUS TRAVAILLEURS IMMIGRES, nous sommes la fraction la plus exploitée de la classe ouvrière en France, même nos droits les plus élémentaires sont bafoués, nous subissons la discrimination dans tous les domaines, POLITIQUE, SOCIAL, CULTUREL.

Nous touchons des salaires de misère qui ne nous permettent pas l'entretien de nos familles.

Le racisme est devenu entre les mains des chef-faillons une arme pour diviser les travailleurs français et immigrés pour les détourner de la lutte contre l'exploitation quotidienne.

Quand une fraction de la classe ouvrière est attaquée c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée.

La politique de la direction CGT PCF est une politique de collaboration de classe. Cette collaboration n'est pas un cas isolé à l'Alsthom, ON LA TROUVE PARTOUT. Certains délégués syndicaux CGT préférant rester les esclaves du patron plutôt que d'engager la lutte de classes.

Pourquoi la direction CGT-PCF ne défend-elle pas les immigrés ?

Parce que les immigrés n'ont pas de droits politiques (droit de vote, etc.) et la majorité d'entre nous est OS 1 et OS 2 ou manœuvres.

Nous appelons l'ensemble des ouvriers français et immigrés à s'opposer à la politique de collaboration et de division de la direction CGT et du patron.

Groupe de travailleurs immigrés de l'Alsthom

Marseille

Après un an d'occupation chez Griffet

Une nouvelle étape dans la lutte

Les travailleurs de Griffet viennent d'obtenir grâce à leur détermination, un succès très important.

La fin de la période de chômage à 90 % était une étape difficile. Refusant de «mourrir les bras croisés» les travailleurs avaient annoncé, au cours d'une conférence de presse tenue par l'intersyndicale CFDT-CGT de l'entreprise, qu'ils envisageaient de ne pas remettre leur trésor de guerre (machines,grues, etc.) sagement au patronat et au pouvoir.

Cette menace avait fait hurler les dirigeants CGT et PCF. La section CFDT de Griffet leur avait répondu vertement par un tract (voir HR No 467 du vendredi 9/4) en montrant que le sacro-saint respect de l'outil de travail ne peut se justifier que lorsqu'il correspond à l'intérêt des travailleurs, mais pas lorsqu'il préserve les intérêts des patrons.

La suite a montré que cette menace avait visé juste, car les patrons et le pouvoir viennent de reculer. Pour la première fois en France, les travailleurs licenciés pour fermeture d'entreprise, viennent d'obtenir un stage de formation d'un an, dans l'usine même.

Ce succès qui permet de reconstituer le collectif des Griffet, de maintenir les travailleurs dans leur usine, et de prolonger les droits aux 90 %, va permettre de continuer la lutte pour le redémarrage de l'activité et l'emploi des travailleurs.

Ce stage sera garanti par un accord du préfet, de la Chambre patronale de la métallurgie et organisé par l'ASFEM (Association de formation dépendant du patronat de la métallurgie).

Cette nouvelle étape ouvre de nouveaux objectifs aux travailleurs en lutte :

– Le contrôle du contenu de la formation.

En effet, le patronat et le pouvoir qui ont dû céder, vont essayer de récupérer ce succès des travailleurs et de détourner ce stage pour leur propre profit et intérêt.

C'est pourquoi, les travailleurs de Griffet sont décidés à rester vigilants sur l'orientation de la formation, ses objectifs et ses conditions.

LA FORMATION devra être au SERVICE DES TRAVAILLEURS et non au service des patrons.

Une nouvelle initiative montre que pour les travailleurs de Griffet, la lutte continue :

DEUX JOURNÉES «PORTES OUVERTES» samedi 1er mai dès midi et dimanche 2 mai toute la journée.

Au cours de ces journées, les travailleurs en lutte de la région pourront expliquer leur combat et échanger leurs expériences.

Tous les travailleurs sont concernés par cette initiative et passeront nombreux manifester leur soutien aux Griffet.

Dernière minute : Griffet vient d'être contacté pour une offre de marché concernant :

– 40 grues de parcs de 15 tonnes.

– 103 grues routières de 15 tonnes.

Ce n'est qu'un début, le combat continue !

Correspondant H.R

Hopital Sainte-Anne

Grève contre un licenciement

Alors que 400 postes d'infirmières ne sont pas pourvus, que les conditions de travail et d'hospitalisation s'en ressentent – c'est le moins qu'on puisse dire – et que l'école de Sainte-Anne est asphyxiée faute de locaux et de crédits, le conseil technique des cours a décidé le licenciement d'une élève-infirmière sous prétexte qu'elle a été hospitalisée une semaine à Sainte-Anne.

De fait, on n'a aucune faute professionnelle à lui reprocher. La grève commencée par les élèves se poursuit pour exiger sa réinsertion et dénoncer une psychiatrie qui parle de la réintégration des malades et ne la pratique pas.

Les élèves de Ste-Anne en grève.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

Michelin La Roche sur yon

«Comme les patrons et leurs sbires nous voulons du temps pour vivre»

Les travailleurs de chez Michelin luttent depuis plus d'un an pour obtenir le samedi comme jour de repos. Cette lutte a repris avec plus de force suite à une note de service de la direction visant, si la conjoncture économique était défavorable (!) à faire travailler les ouvriers en continu. En outre la direction refuse tout aménagement des samedis se moquant ainsi de cette revendication légitime de la grande majorité des travailleurs.

Face à ce nouveau refus, la section syndicale CFDT a réagi et s'appuyant sur les revendications de l'ensemble des travailleurs a appelé, par un tract, à la grève de tous les samedis travaillés.

La grève du samedi 10 avril a été largement suivie (2/3 de la production paralysée) et les travailleurs de chez Michelin sont déterminés à faire céder la direction. Comme le dit le tract «La santé ça n'a pas de prix. A travailler dans de telles conditions nous "grillons" notre vie». A suivre.

Correspondant H.R.

Après les 6 morts de la poudrerie de Clérieux

Les ouvriers refusent de reprendre le travail

Après la terrible explosion qui a ravagé, à la fin de la semaine dernière, l'un des ateliers de la Manufacture générale des munitions, causant la mort de 6 ouvrières, c'est la colère qui règne dans le petit village de Clérieux.

Après plusieurs alertes le 30 mars, les travailleurs avaient cessé le travail pour protester contre les mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité.

Dans les deux unités de l'entreprise, à Clérieux comme à Valence, les travailleurs ont refusé de reprendre le travail depuis l'accident qui s'est produit le 9 avril. Ils rappellent avec colère que la dernière victime de l'accident avait reçu il y a environ 6 mois une lettre recommandée de la direction avec menace de licenciement «pour avoir osé revendiquer des mesures de sécurité».

C'est là un nouveau crime, froidement et délibérément accompli par le patronat, pour la cause de ses profits.

Métallurgie

La journée nationale d'action métallurgie organisée par la CGT et la CFDT a souvent été l'occasion pour les ouvriers métallos de manifester leur combativité pour refuser la mise en place de la nouvelle grille de classifications patronale ; mais cette journée fut aussi l'occasion saisie par de nombreux ouvriers pour s'opposer aux manœuvres politicardes et à la collaboration de classe défendues par les dirigeants révisionnistes CGT. Dans un secteur où l'influence traditionnelle des révisionnistes reste forte, ces faits méritent d'être soulignés comme le font nos correspondants dans les deux articles ci-dessous.

Dupont-Faverges (Haute-Savoie)

L'unité, à quel prix ?

Alors que les travailleurs de la ST Dupont luttent contre la nouvelle grille de classification depuis 35 jours (le 12 mars), le patron s'est littéralement moqué d'eux pendant une semaine de négociations :

– Il propose une dévaluation de la valeur du point (de 14, 20 F à 13,60 F) contre une augmentation des cœfficients : donc un travailleur étant actuellement au cœfficient 155 plus 5 avec une valeur de point de 14,20 F passera au cœfficient 170 niveau 0 avec une nouvelle valeur de point de 13,60 F pour le même salaire de 2 312 F !

– Il refuse la mise en place d'un système d'évolution des salaires mais accepte les augmentations non hiérarchisées à condition que les cadres soient d'accord (sic !). Enfin, avec la nouvelle grille, il y aura 35 niveaux de salaires différents que 3 semaines de grève en 1970 avaient réussi à réduire.

«LA CGT, C'EST LA MILICE»

Le lundi 12 avril, la section CGT de Dupont trouve que «le résultat des négociations est une victoire des travailleurs sur le patronat» ! Aussi, elle demande la reprise du travail. Mais, la plupart des grévistes et la CFDT refusent cette trahison : aussitôt, les militants CGT quittent l'usine pour se réunir au foyer municipal de Faverges et faire voter ses adhérents : 50 votent pour la reprise, 1 contre ; les autres restent à l'usine avec la CFDT. Ainsi, la CGT finissait de convaincre les travailleurs de sa politique de sabotage après la trahison de novembre 1975, le refus de la reprise de fabrication des briquets par les grévistes, et le refus de la création d'un comité de soutien, la semaine dernière.

Depuis le 13 avril, la CGT réunit les cadres, la maîtrise et les non-grévistes pour comploter contre la grève.

RIPOSTE OUVRIERE

La section CFDT de Dupont fait de la «journée nationale de compromission de la métallurgie» du 13 avril, une journée offensive : après une conférence de presse, le matin où elle dénonce la censure du Dauphiné libéré sur ses communiqués, elle appelle les métallos hauts-savoyards à manifester devant l'usine l'après-midi à 16 h : les travailleurs de la métallurgie sont là : SNR, Alcatel Chatenaud, Gilette, Dassault d'Annecy, Bourgeois, Staubli, Skuzi Stub de Faverges, mais l'UD CGTa refusé sa participation.

Devant les militants CFDT de Haute-Savoie, un délégué CFDT de Dupont relate les dérobades de la CGT : elle mettait le patron au courant des décisions intersyndicales, elle refusait les actions offensives et elle a finalement saisi la carotte du patron «On est dans une guerre : la CGT s'est comportée comme la milice en Kollaborateur. Les 200 CFDT ne capitulent pas, quitte à se faire vider de la boîte», a-t-il dit.

Puis un responsable de l'UL CFDT de Faverges dénonçait l'attitude de «politicards qui se prétendent les défenseurs des travailleurs mais ne sont en réalité que des traîtres» : ce sont les dirigeants CGT de Staubli membres du PCF qui ont déformé les événements de Dupont. Il demandait ensuite à la commission exécutive de l'UD CFDT de Haute-Savoie d'arrêter toute action commune avec la CGT jusqu'à la tenue du congrès national de la CFDT en mai prochain.

Après ces deux interventions fortement applaudies, les métallos partaient manifester dans Faverges en voiture dans un concert de klaxons.

Tous les participants de ce meeting ont découvert le révisionnisme à travers l'attitude de la section CGT de Dupont, de l'UL CGT et de l'UD CGT : soyons certains qu'ils sauront en tirer les conséquences pour le prochain congrès national de la CFDT qui doit se dérouler fin mai en Haute-Savoie.

L'unité d'action ne se fait pas n'importe comment : elle se fait sur des bases claires avec des revendications unificatrices (salaire minimum de 2 000 F, augmentation non hiérarchisée) et non sur des revendications en pourcentage qui accentuent la hiérarchie pour favoriser les cadres, avec des moyens efficaces : lutte classe contre classe contre le patron, lutte intertrust, popularisation et unité avec les autres couches populaires.

L'unité d'action, ce n'est pas de taire systématiquement les manœuvres en dessous, les pressions, les trahisons dont sont coutumiers la plupart des dirigeants CGT.

Correspondant H.R.

Grenoble

La manifestation des métallos

La journée nationale d'action CGT-CFDT du 13 avril n'a pas suscité un grand enthousiasme dans la classe ouvrière, et seulement 1 500 à 2 000 travailleurs environ ont participé à la manifestation organisée à 10 h de la Bourse du travail à la Chambre patronale (bld Gambetta).

On notait toutefois une forte participation de travailleurs de Merlin-G érin, actuellement en lutte contre la nouvelle grille de classifications (accord UIMM-CGC, CFTC, FO) et des Tôleries.

Les mots d'ordre les plus souvent repris étaient «Convention collective nationale» mais aussi «Retraite à 60 ans», «40 heures», «Non au chômage», «Du travail pour tous» et «Merlin peut payer».

Au mot d'ordre révisionniste «Union, action, Programme commun» fut opposé, en particulier dans les rangs de l'union locale CFDT, un vigoureux «Union, action, révolution» qui fut régulièrement repris par la suite jusqu'à la fin de la manifestation.

Puis on entendit plusieurs fois des mots d'ordre tels que «Non au chômage, du travail pour tous», «Pas de salaire inférieur à 2 000 F», «A bas la répression» et le chant de l'Internationale, plusieurs travailleurs ayant le poing levé (n'en déplaise à M. Marchais).

Voilà qui montre clairement que même dans le cadre de ces journées d'action démobilisatrices, la classe ouvrière, et en particulier les métallos, font de moins en moins confiance aux révisionnistes qui dirigent le PCF et commencent à s'unir sur la voie de la lutte de classe. L'avenir appartient à la classe ouvrière, pas aux révisionnistes.

Correspondant H.R.

SUCCES DE LA JOURNEE DE SOUTIEN A LA PALESTINE A L'UNIVERSITE DE VINCENNES

Mercredi 14 avril 1976, à la faculté de Vincennes, s'est tenu une journée de soutien à la juste lutte du peuple palestinien, sur le thème «La jeunesse palestinienne, c'est la génération de la victoire». Des projections de films palestiniens, des montages-diapositives sur la jeunesse palestinienne présentèrent un grand intérêt pour le public venu nombreux.

La chorale de l'UGET et le groupe de musique arabe déclenchèrent rapidement l'enthousiasme des étudiants étrangers et français. Des expositions avait été réalisées sur l'histoire de la Palestine, les camps, la lutte armée, les dessins d'enfants palestiniens...

A 18 heures, débutait le meeting en présence de la présidente de l'Union générale des étudiants palestiniens en France. Une grande fresque derrière la tribune montrait la détermination de la jeunesse palestinienne. Une étudiante devait intervenir au nom de tous les anti-impérialistes de la faculté pour appeller à renforcer notre solidarité avec les étudiants palestiniens. Une juive antisioniste dénonça l'imposture consistant à confondre le judaisme avec le sionisme.

La tribune avec au fond la fresque réalisée par les étudiants (photo Vincennes).

La chorale de l'UGET interprétant «Belaïdi» un des chants palestiniens les plus populaires (photo Vincennes).

Ce qu'il faut ajouter, c'est que depuis 2 mois, de nombreux étudiants et des enseignants s'étaient mobilisés pour préparer ce meeting, aussi bien sur le plan artistique que sur le plan politique pour en faire un succès. Ce travail, commencé à l'origine dans le cadre des cours, s'est développé dans le cadre du mouvement étudiant. Cette journée avait été proposée en assemblée générale comme une activité des étudiants dans le cadre de la grève contre la réforme du deuxième cycle. Les étudiants français et étrangers de l'université qui luttent aux côtés des travailleurs contre le système capitaliste apportant ainsi leur soutien aux étudiants palestiniens. Notons au passage qu'une poignée de trotskystes et l'UNEF tentèrent en vain de s'opposer à l'initiative, l'un d'eux se fit même traiter de raciste par les étudiants qui s'opposaient à leurs manœuvres.

Correspondant HR.

L'affaire Roland Agret

Interview de Marie-Josée, femme de Roland, qui entame son 8e jour de grève de la faim, et de madame Agret, mère de Roland (14 avril 1976).

Au 17, rue Hoche, à Montreuil, Marie-Josée Agret poursuit sa grève de la faim pour exiger la mise en liberté et la révision du procès de son mari, Roland, lui-même en grève de la faim depuis 32 jours maintenant. Nous avons pu rencontrer Marie-Josée ainsi que la mère de Roland, madame Agret.

HR : Pouvez-vous d'abord nous rappeler les faits ?

Marie-Josée : Voilà, en 1970, Roland a été condamné à 15 ans de réclusion criminelle pour complicité d'assassinat. Il s'agissait du meurtre du garagiste chez qui il était employé depuis 2 mois, Borel. Borel a été assassiné par 2 truands nimois, Santelli et Ritter (tous deux condamnés : Santelli condamné à mort puis gracié, et Ritter condamné à perpétuité). C'est Santelli qui a mis en cause Roland, en prétendant au cours de l'instruction que le meurtre avait été commis sur l'instigation de Roland. Mais en fait Santelli n'a cessé de se contredire, tantôt accusant Roland, tantôt disant qu'il était complètement innocent. En fait Borel était *«membre bienfaiteur»* du SAC, et il semble bien, d'après tous les éléments qu'on a, que son assassinat relève d'un règlement de comptes au sein du SAC *(Service d'action civique, organisation fasciste liée à l'appareil d'État et au groupe UDR –NDLR)*.

Roland a toujours clamé son innocence. Jamais à aucun moment il ne s'est reconnu coupable, et depuis 5 ans, il se bat pour faire réviser son procès, mais sans succès. Pourtant, le seul «témoin» à charge, Santelli, s'est rétracté. Il a même écrit aux avocats à de nombreuses reprises pour dire que Roland était innocent. Mais la justice prétendait qu'il n'y avait pas d'«éléments nouveaux» puisque Santelli avait fait de toute façon des déclarations contradictoires même pendant l'instruction.

Seulement, ils n'ont retenu que les déclarations qui mettaient Roland en cause, et pas celles où il le reconnaissait innocent !

HR : Et maintenant, où en est-on ?

Marie-Josée : On a un «élément nouveau» indiscutable, c'est une lettre d'un autre truand, Benjelou, affirmant que Roland est complètement innocent. Une nouvelle enquête a donc été ouverte le 16 janvier de cette année, et on nous avait donné l'assurance qu'elle serait terminée le 15 mars. Mais on n'a toujours rien.

La mère de Roland : Pourtant Roland a déjà fait 40 jours de grève de la faim. Il l'avait suspendue seulement parce qu'il avait la promesse d'une réponse pour le 15 mars, mais comme rien ne venait, il l'a reprise et maintenant il entame le 32e jour de grève. Entre-temps, une délégation de la Ligue des droits de l'homme a demandé une audience à Lecanuet. On leur a promis une réponse dans les 15 jours. Au bout des 15 jours, rien. Puis ce sont les avocats qui y sont allés, on leur a dit qu'il fallait encore un mois. Et toujours rien.

Moi-même j'ai écrit plusieurs fois au Président de la République : il n'a même pas eu la politesse de me répondre, même simplement pour accuser réception !

J'ai demandé une audience pour demain. Bien que je n'aie eu aucune réponse, je vais y aller quand même, mais je ne crois pas que je serai reçue, puisqu'il ne daigne même pas répondre à mes lettres...

Bref, jusqu'à ce qu'il y ait ce mouvement dans l'opinion publique, on n'a cessé de nous renvoyer de semaine en semaine, en nous disant d'attendre encore et encore...

Mais pour Roland ce n'est plus une question de semaines, mais de jours : il a perdu 20 kilos. De plus il a avalé 2 manches de fourchettes, et comme il est inopérable (il a déjà été opéré 3 fois de l'estomac) il ne peut pas les évacuer tant qu'il ne mange pas.

Maintenant c'est sa vie qui est en jeu, mais ça n'a pas l'air de préoccuper la justice !

Marie-Josée : Maintenant, on ne peut plus compter que sur le mouvement qui se développe dans l'opinion publique pour accélérer les choses et sauver Roland. Il faut obtenir l'application de l'article 624 du Code pénal, qui permet la suspension de peine en attendant la révision du procès. Pour le moment, Lecanuet refuse de l'appliquer, alors il faut amplifier encore le mouvement de soutien pour exiger la libération de Roland.

HR : Comment peut-on faire pour vous soutenir ?

Marie-Josée : Actuellement, on a tiré des pétitions demandant la liberté pour Roland. Il faut les faire signer massivement. Il y a aussi des cartes-lettres à envoyer directement au Garde des Sceaux, Lecanuet. On peut les demander en écrivant au «Comité de soutien à Roland Agret» – 17, rue Hoche 93100 Montreuil. Et puis, il ne faut pas oublier le soutien financier qui nous permettra de poursuivre l'action ! (Chèques au nom de Marie-Josée Agret – à envoyer à l'adresse ci-dessus).

HR : Encore une chose : tu as dit tout à l'heure que d'après les éléments que vous aviez, tout ça semblait être un règlement de comptes au sein du SAC. Pourrais-tu nous donner quelques détails ?

Marie-Josée : Oui, voilà : Borel, le garagiste, était en fait une espèce de gangster qui se permettait de jouer au cow-boy un peu partout dans Nîmes, allant jusqu'à tirer à la carabine sur les gens ! En fait il avait eu maille à partir avec la police à plusieurs reprises pour tentative d'assassinat. Et à chaque fois, il se vantait que grâce à sa carte «bleu-blanc-rouge» de «membre bienfaiteur» (du SAC !), il s'en tirerait sans problèmes. Et c'est bien ce qui se passait : à chaque fois il se tirait des procès sans la moindre anicroche. En fait, grâce à sa carte de SAC, il bénéficiait de protections et faisait marcher toute la police. Il faisait même pression sur les avocats par des menaces physiques en toute impunité.

Comme l'a dit Roland : *«Si j'ai un conseil à donner à quelqu'un qui sort de prison, pour ne pas avoir d'ennuis avec la police, c'est de se procurer cette petite carte «bleu-blanc-rouge». Vraiment pour 30 F ce n'est pas cher payer la protection de la police !»*

Tout ça explique peut-être pourquoi la justice tarde tellement à réviser le procès de Roland Agret et à reconnaître son innocence...

Correspondant HR
Montreuil.

Pour se procurer cartes-lettres, pétitions, tracts, etc. écrire ou passer au 17, rue Hoche 93100 Montreuil (comité de soutien à Roland Agret).

POUR UN 1er MAI DE CLASSE ET DE MASSE

Grenoble

La parole à la classe ouvrière

Que les travailleurs en lutte prennent la parole, voilà ce que nous proposons pour le 24 avril !

Au bout, un certain nombre de victoires et la confiance retrouvée dans la lutte : Orlane, Badin, Paris-Rhône, etc.

Dans notre région aussi de nombreuses luttes sont menées ou l'ont été récemment : à Rhône-Poulenc Textile à Péage-de-Roussillon, à Neyrpic, à Caterpilar, aux papeteries de Lancey, dans les quartiers avec les grèves des loyers à Mistral, Teysseire et Villeneuve...

La bourgeoisie et les patrons veulent faire payer la crise aux travailleurs.

L'unité que veulent les travailleurs, c'est l'unité des luttes qui sont menées un peu partout, *classe contre classe*, classe ouvrière contre classe bourgeoise. C'est l'unité de tous ceux qui sont victimes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes : ouvriers, paysans, employés, étudiants...

TRAVAILLEURS, prenons la parole ! et exprimons en même temps notre combat contre ceux qui isolent, divisent et sabotent les luttes : les faux communistes dirigeant le PCF et la CGT. En effet ils ne cherchent qu'à placer leur fausse solution du Programme commun qui ne prévoit que de gérer le capitalisme.

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS, pour en finir avec ce système d'exploitation, de chômage et d'oppression, *pour que vive le socialisme et la dictature du prolétariat.*

Nous appelons donc les travailleurs de la région à prendre toutes les initiatives utiles pour contribuer à son succès, en préparant panneaux, sketches, interventions, etc.

Prenez contact avec les militants de l'Humanité-Rouge, ou écrivez au journal.

SAMEDI 24 AVRIL
De 15 à 23 heures
BOURSE DU TRAVAIL
FILMS, SKETCHES, CHANTS REVOLUTIONNAIRES
DEBATS SUR LES LUTTES
Stands d'entreprises
MEETING

A lire et à étudier

Marx Engels et Lénine sur la dictature du prolétariat

Depuis l'été dernier, le Comité central du Parti communiste chinois a engagé dans tout le pays et à tous les échelons au sein comme en dehors du Parti, une vaste campagne de masse contre le vent déviationniste de droite ; campagne qui a abouti la semaine dernière aux deux résolutions du CC largement approuvées par le peuple chinois.

Cette campagne d'éducation politique contre le programme révisionniste avancé par Teng Siao-ping, et pour prendre la lutte de classes comme l'axe déterminant toutes les autres tâches, le PCC a également engagé depuis de nombreux mois une campagne d'éducation à propos de la dictature du prolétariat.

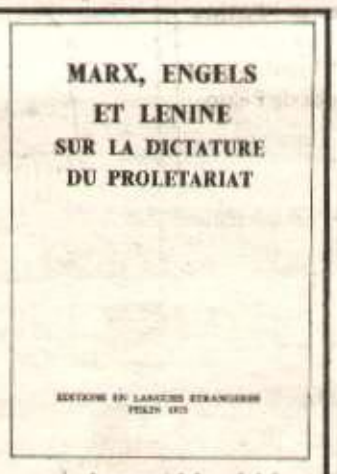
Le président Mao avait en effet déclaré :

«Pourquoi Lénine a-t-il dit qu'il faut exercer la dictature sur la bourgeoisie ? Cette question doit être bien comprise. Si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme. Cela doit être porté à la connaissance du pays tout entier.»

Dans le but de mener cette campagne le PCC a choisi une partie des thèses de Marx, d'Engels et de Lénine sur la dictature du prolétariat pour qu'elles soient étudiées par tous.

Ces citations sont contenues dans le présent recueil que nous conseillons à tous nos lecteurs d'acheter et d'étudier.

Elles ont d'autant plus de poids pour nous en France,



que la bourgeoisie révisionniste et son chef de file Marchais a renié publiquement ce principe fondamental et que notre journal défend ce principe comme le but de notre action jusqu'au communisme.

Succès d'une reunion publique organisée par l'Humanité rouge

Hier samedi l'Humanité-Rouge organisait un débat à la Maison des jeunes et de la culture de Croix près de Roubaix, un débat sur la Commune de Paris et la dictature du prolétariat (avec montage diapositives sur la Commune).

Malheureusement, il n'y avait personne du côté du PCR(ml) (qui avait été invité). C'est dommage parce que l'unité des marxistes-léninistes nous permettrait d'être plus forts pour mettre en échec les révisionnistes dirigés par les partisans du renégat Marchais du soi-disant Parti «communiste» français. Ils ne défendent plus les intérêts de la classe ouvrière mais ceux de la bourgeoisie.

Qui dit dictature du prolétariat dit grande démocratie pour le peuple entier, et il faut la violence révolutionnaire contre la bourgeoisie, c'étaient les 2 principales idées du débat.

De notre côté, il y avait pas mal de sympathisants qui étaient venus. On pouvait compter en tout une cinquantaine de personnes.

Vive la dictature du prolétariat !

Vive la révolution prolétarienne !

Vivent les peuples de Chine et d'Albanie !

Correspondant HR.

17 avril

1er anniversaire de la libération du Cambodge

GLORIEUX 17 AVRIL

hymne national du Cambodge démocratique

1. Sang vermeil qui arrose villes et plaines
Du Kampuchéa, notre Patrie,
Sang sublime des ouvriers et des paysans,
Sang sublime des combattants et combattantes révolutionnaires !

2. Ce sang transformé en haine implacable
Et en lutte résolue,
Le 17 avril, sous le drapeau de la Révolution,
Libère de l'esclavage.

Refrain
Vive, vive le glorieux 17 avril
Glorieuse victoire de portée plus grande
Que l'époque d'Angkor !

3. Nous nous unissons pour édifier
Un nouveau Kampuchéa et une nouvelle société
Splendides et démocratiques dans l'égalité et la justice,
Appliquant fermement la ligne d'indépendance, de souveraineté
Et de compter sur nos propres forces.
Défendons résolument
Notre Patrie, notre terre sacrée
Et notre glorieuse Révolution !

Refrain

Vive, vive, vive le nouveau Kampuchéa
Démocratique et prospère !
Levons haut résolument
Le Drapeau rouge de la Révolution,
Edifions notre Patrie,
Faisons-la progresser par grands bonds,
Afin de la rendre plus glorieuse et plus merveilleuse que jamais !

Cinema

1er festival du cinéma de droite

UN FESTIVAL INADMISSIBLE

Du 19 au 25 avril, à Paris va se tenir le «1er festival du cinéma de droite». Festival très révélateur qui rassemble tout un beau monde et qui se réfère à des films que l'on n'est absolument pas étonné de voir figurer dans ce genre de manifestation réactionnaire.

Un certain nombre de noms à noter sur vos listes noires, camarades :

Organisé par «Initiative nationale» avec le soutien et la participation de Michel de St-Pierre, François Brigneau, Jacques Marin, Raoul Coutard, Arletty, Maurice Bardèche, Hervé Le Boterf, Maurice Ronet, Michèle Mercier, il sera placé sous la présidence de Jacques Deslandes, historien du cinéma.

Quant aux films on ne sera pas étonné de voir que l'inauguration du festival sera marquée par un hommage à Pierre Fresnay, kollabo des criminels nazis bien connu, avec la projection de «La grande illusion».

Une vingtaine de films seront présentés au cours de ce festival, qui se veut un hommage à «l'histoire du cinéma», de Maurice Bardèche et Robert Brasillach.

Parmi ces films on en trouvera comme par hasard plusieurs de Jean Yanne (l'odieux film «Les Chinois à Paris», «Chobiseness»), «La bandera» de Julien Duvivier (sur la Légion étrangère espagnole), «Délivrance» de l'américain Boorman, «Le feu follet» de Louis Malle, d'après le roman de Drieu La Rochelle, «Mermoz» de Louis Cuny, «Naissance d'une nation» de Griffith, film raciste qui conte la «mise en place» des Etats-Unis.

Il est absolument inadmissible que se tienne un tel festival qui permette aux réactionnaires et aux fascistes de donner tranquillement leur point de vue criminel. C'est un aspect très concret des préparatifs de la bourgeoisie au pouvoir en vue de former une opinion publique favorable aux mesures de fascisation et de répression qu'elle met en place pour affronter les mouvements de masse révolutionnaires qui s'annoncent.

La caméra invisible à la télévision

Se moquer du peuple

Mélange de sketches fictifs et de scènes prises dans la réalité, le principe de la caméra invisible satisfait peut-être en nous ce qui reste de l'esprit malicieux et blagueur des gosses mais ressemble souvent plutôt à un énorme canulard de mauvais goût. Le rire qu'il provoque quelquefois ne cache pas derrière cela une sorte de dégoût et de mécontentement de voir des comédiens, comme jeudi soir, Bernard Menez et Jacques Legras, se moquer du peuple. Car la «Caméra invisible» a toujours «utilisé» des gens de la rue, du peuple, pour exécuter des tours qui exploitent les tares ou les défauts que le système capitaliste introduit dans les mœurs, les habitudes et la vie populaires. Ainsi le sketch — beaucoup trop facile — qui consiste à dire aux gens qui passent qu'ils ont perdu une pièce de 10 F pour voir si les interpellés vont prendre la pièce ou pas. Bien sûr beaucoup la prennent. Mais n'est-ce pas une réaction «normale» dans une société qui «est basée, comme l'a écrit Lénine, sur le principe: ou bien tu pilles les autres, ou bien les autres te pillent» ?

Alors montrer les tares du peuple pour laisser entendre que c'est dans la nature des hommes et non pas dû au système barbare du capitalisme, c'est une démarche que ne désavouera pas la bourgeoisie.

Note de lecture

Un ouvrage trés documenté

Lénine, l'art et la révolution

de J.M. Palmier

L'objectif de l'auteur est ambitieux : dresser, à travers une série de trois livres, un tableau de l'évolution des théories esthétiques en URSS, de la Révolution d'Octobre à Staline. Cela se ressent dans les difficultés qu'il a eues à bâtir un plan cohérent. On peut ainsi regretter qu'il n'ait pas cru devoir aborder d'emblée les problèmes de fond et au moins poser les termes du débat sur l'existence d'un art prolétarien et il n'est absolument pas suffisant de citer Brecht : «Le parti marxiste-léniniste n'a pas à organiser la production de poèmes comme on organise un élevage de volaille ; sinon les poèmes se ressembleront justement comme un œuf ressemble à un autre œuf».

Mais, bien que touffu, l'ouvrage est une source extraordinaire de réflexions et de documents. Qu'on en juge : une série d'études, appuyées sur une riche documentation, aborde l'œuvre et le rôle de Maïakovski, du futurisme, de l'art de propagande, du «Prolet kult», de l'organisation du commissariat aux Beaux-Arts.

La première partie souligne la place qu'a tenue dans la presse bolchevique, et notamment dans l'œuvre de Lénine, la polémique sur les questions littéraires. Voir les articles sur Tolstoï, le récit de la rencontre avec Gorki.

Et puis il y a le souffle qui passe dans l'ensemble du livre et surtout dans les derniers chapitres. La créativité des masses est là dans l'élan gigantesque donné par la Révolution à toute la vie artistique : les poèmes écrits et récités dans les cafés, les rues, les usines, l'expression populaire dans les modes nouveaux de propagande, avec la place qu'y tient l'affiche, l'immense popularité des poètes comme Blok, Pasternak, Essénine et Maïakovski.

Nous attendrons avec un intérêt certain le deuxième volume qui sera consacré aux rapports entre les avant-gardes artistiques et le pouvoir bolchévique vers les années 20 et au cadre de lutte politique et idéologique dans lequel ils s'insèrent.

La lutte du Salon de la Jeune Peinture

Répression bourgeoise

Suite à l'occupation du Centre national d'art contemporain Georges Pompidou, par le Salon de la jeune peinture dans le but d'obtenir des salles d'exposition, une employée du centre sympathisante au mouvement de la jeune peinture, pendant l'occupation, a été tout d'abord déplacée puis tout simplement licenciée et remplacée.

Le Salon de la jeune peinture, qui par sa lutte, a obtenu le musée du Luxembourg pour exposer son 27e Salon, dénonce à cette occasion *«le visage»* faussement *«démocratique de la politique culturelle de Beaubourg»*.

Grenoble

Comment Yukong déplaça les montagnes

Au cinéma Le Club

Séances à 14 h 30 – 17 h – 19 h 30 – 22 h
Tous les jours.

Jusqu'au 20 avril :

«Le village de pêcheurs»: des jeunes filles deviennent pour la première fois pêcheurs en haute mer...» (1 h 35)

«Entraînement au cirque de Pékin» (14 mn)

«Une histoire de ballon» (17 mn) : critique et autocritique dans un lycée de Pékin.

Du 21 avril au 27 avril :

«La pharmacie» (1 h 15 mn)

«Les artisans» (13 mn)

«Une caserne» : un mois de séjour dans une caserne de Nankin (52 mn)

Du 28 avril au 4 mai :

«L'usine de générateurs» : les ouvriers de l'usine critiquent les dirigeants... (2 h)

«Le professeur Tsien» (12 mn) : un savant raconte son expérience pendant la Révolution culuturelle.

Du 5 mai au 11 mai :

«Autour du pétrole» : Taking : la lutte pour édifier une société villageoise à la fois industrielle et agricole (1 h 20)

«Impressions d'une ville : Shangai» (55 mn)

Avec les Amitiés franco-chinoises de Grenoble - 2 rue du 4 septembre ou 70 cours Berriot.

Vu par Lucien

Comment Yukong déplaça les montagnes

12 heures de film sur la Chine

l'Humanité Rouge

document

Une menace sur l'Europe, le social-impérialisme russe

SUBVERSION N'EST PAS REVOLUTION

Nous avons abondamment parlé jusqu'ici des objectifs des révisionnistes soviétiques en Europe de l'Ouest dans leur rivalité avec les impérialistes américains : préparer dès maintenant l'offensive militaire par un travail de sape visant à isoler l'Europe des États-Unis et à diviser les pays de l'Europe de l'Ouest entre eux. Nous avons également vu l'arsenal des méthodes employées par Moscou pour atteindre ce but : la promesse de profits aux capitalistes, le chantage, la menace, la campagne de calomnie, etc..

La clique social-fasciste du Kremlin procède tout comme Hitler. Une propagande mielleuse et progressivement des coups de poing sur la table de plus en plus forts. Mais nous n'avons pas parlé des moyens dont disposent les révisionnistes soviétiques pour saper la base européenne des impérialistes américains.

Jusqu'à ces dernières années c'était une chose assez couramment répandue que les partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest, le PCF en France, représentaient une force pro-soviétique. Cependant avec les récentes prises de positions publiques de la clique Marchais sur les libertés en URSS, avec les témoignages de «sympathie» de Moscou pour Giscard d'Estaing ou l'UDR, certaines personnes en viennent à croire à l'indépendance du PCF par rapport à Moscou et à la préférence des soviétiques pour un gouvernement giscardien, UDR plutôt que pour un gouvernement d'Union de la gauche.

Pourtant une réflexion sérieuse ne permet pas de défendre cette thèse. En effet, posons la question : des différents partis bourgeois en France et en Europe lequel ou lesquels sont les piliers de la propagande sur la «détente»; sur l'«URSS socialiste» lesquels soutiennent partout dans le monde la politique étangère expansionniste soviétique : qui a soutenu inconditionnellement l'intervention soviéto-cubaine en Angola ? Qui crie à tue-tête que Indira Gandhi est une grande progressiste quand, avec l'aide du KGB, elle fait un coup d'État fasciste ? Qui vante le Pacte de Varsovie comme une force «défensive» ? Qui calomnie Sadate quand celui-ci s'élève contre l'hégémonisme soviétique ? Dans tous les cas on s'aperçoit que les partis révisionnistes sont le fer de lance de l'offensive subversive de l'URSS.

D'ailleurs qu'on regarde un peu ce document récent publié par les trotskystes sur l'intervention de Kanapa au dernier Comité central du PCF on s'aperçoit que les dirigeants du PCF reprochent à la ligne soviétique non pas de se préparer à la guerre contre l'impérialisme américain pour l'hégémonie, non pas de jouer le gouvernement français contre l'Allemagne fédérale, mais bien de ne pas combattre assez les États-Unis, de ne pas combattre assez la politique étrangère française qualifiée de pro-américaine(1)etc... Kanapa accuse le PCUS de *«ménager les gouvernements occidentaux, particulièrement Giscard-Ford»*. Autrement dit, ce que reproche la direction du PCF au PCUS c'est de ne pas être assez OFFENSIVE. D'ailleurs les dirigeants du PCF ne manquent jamais de se féliciter des succés diplomatiques de l'URSS». Ainsi les divergences entre la clique Marchais et la clique Brejnev ne sont pas des divergences de fond mais des divergences tactiques. Car ces divergences existent comme il en existe au sein même de la clique sociale-impérialiste de Moscou. De quel ordre sont ces divergences ? Est-ce sur la «liberté en URSS» ? Non, là, il s'agit d'une mystification : car c'est uniquement au moment où ils ne pouvaient plus faire autrement que les dirigeants révisionnistes du PCF ont parlé de «bavures» à propos des «libertés» en URSS : que pouvaient-ils faire devant des témoignages et un film montrant les camps de concentration soviétiques ? C'est sous la pression de l'opinion publique et sous risque de perdre en influence que la direction du PCF a *«pris ses distances»* par rapport à Moscou. Car le problème est bien là pour le PCF comme pour le PC italien ou le PC japonais. Pour parvenir au pouvoir il a besoin de tromper les masses populaires et donc de se plier à la répugnance du peuple de France devant l'URSS. De son côté Moscou désire des cinquièmes colonnes tout à fait fidèles et compte fondamentalement sur ses forces militaires pour contrôler l'Europe de l'Ouest : ... aussi les dirigeants révisonnistes soviétiques ont-ils entrepris ces derniers temps une reprise en main des forces pro-soviétiques d'Europe, ce qui explique les pressions exercées sur le PCF ces derniers temps, notamment à travers la campagne confiée au parti révisionniste tchécoslovaque. Qu'il y ait des divergences tactiques n'a rien d'étonnant et n'empêche en aucune manière le PCF d'être une cinquième colonne du social-impérialisme russe tout en défendant la société bourgeoise. N'a-t-on pas vu des divergences se manifester entre le fantoche vietnamien Thieu et ses maîtres américains, ne voit-on pas des divergences se manifester entre Israel et son protecteur américain ?

Quand nous disons que le PCF est une cinquième colonne du social-impérialisme russe cela ne veut pas dire que nous considérons la masse des adhérents du PCF comme des agents appointés de la clique révisionniste soviétique mais que la ligne de la direction du PCF sert les ambitions expansionnistes de la grande bourgeoisie soviétique.

C'est pourquoi l'activité du PCF comme celle d'ailleurs des groupes trotskystes ou prétendûment marxistes-léninistes manipulés par le KGB (Rouge est allé jusqu'à affirmer qu'en cas de guerre soviéto-américaine la ligue de Krivine soutiendrait l'URSS) est une activité non pas révolutionnaire visant à renverser la bourgeoisie et à instaurer la dictature du prolétariat mais bien une activité subversive, une lutte aigue, comme l'ont montré les événements du Portugal, pour remplacer une clique bourgeoise par une autre clique bourgeoise plus favorable à Moscou (L'UNION DE LA GAUCHE), ou tout au moins à harceler la fraction dirigeante actuelle pour infléchir ses positions.

Cela n'a rien à voir avec les objectifs de la révolution prolétarienne qui pour triompher vise au renversement de «notre» bourgeoisie mais aussi à combattre dès maintenant, résolument et jusqu'au bout, les tentatives de domination de l'une ou l'autre des superpuissances notamment à déjouer les ambitions hitlériennes des révisionnistes soviétiques.

(1) Il est important de remarquer qu'à aucun moment le PCF ne qualifie la pratique étrangère française de COLONIALISTE lorsqu'il reproche à Moscou de la soutenir. Or c'est une vérité sûre que la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe, Mayotte, sont colonisés.

Extrait du journal révisionniste «le Travailleur alpin» du 5/4/76.

Helsinki conférence oubliée ?

2) le poids de l'opinion publique

Si nos gouvernants ont fait si peu d'efforts pour diffuser les textes signés à Helsinki, parmi d'autres Chefs d'Etat par M. Giscard d'Estaing, c'est qu'ils craignent le poids de l'opinion publique.

En effet, si cette opinion était largement informée, elle pourrait réagir lorsqu'on parle d'augmenter les dépenses militaires. Quand on vante tel type d'avion ou tel engin militaire nouveau. Et surtout quand on vante la construction d'une Europe aboutissant à renforcer sa puissance militaire sous contrôle américain.

Comment concilier une telle attitude et le deuxième principe du texte signé qui proclame « le non recours à la menace ou à l'emploi de la force ». Si un tel principe était respecté, non seulement fabriquer des armes nouvelles ne correspondrait à rien, mais les voies du désarmement seraient ouvertes.

La recherche de mesures de désarmement correspond à l'intérêt de tous les peuples.

C'est pas un monde fou où les dépenses militaires ont été d'après le Secrétaire Général des Nations Unies, pour 1976, de 300 milliards de dollars (environ 1500 milliards de francs). Ajoutons sans crainte d'erreur que pour 1975-76 et les années suivantes ce chiffre aura augmenté. Après cela faut-il parler du Sahel, de l'Inde, du Bengla-Desh ou de l'Amérique Latine ?

N'ayant aucune illusion sur la complexité d'un tel problème, nous ne pensons pas que les choses peuvent changer facilement et surtout rapidement. Mais il est possible - malgré tout de faire, de tenter quelque chose.

Par exemple, la large diffusion des textes d'Helsinski et leur commentaire permettront de souligner que les gouvernements occidentaux sont obligés de parler de paix pour couvrir leur politique de renforcement des armements.

Les armes de destruction massive continuent à être produites et perfectionnées. Le fait qu'un sous-marin à propulsion nucléaire ait été doté d'ogives elles aussi nucléaires a été présenté comme un acte glorieux.

Dans un monde où, on l'oublie trop souvent, deux hommes sur trois souffrent de malnutrition, n'y a-t-il pas mieux à faire ? Bien sûr nourrir ceux qui ont à lutter contre les fléaux ou encore la pollution, n'est pas une source de profits pour les hommes des sociétés multinationales et de la haute finance. Œuvrer pour le désarmement en France c'est demander entre autre à notre gouvernement d'être présent à Vienne où ce problème est discuté. Dans ce domaine comme dans d'autres, le poids de l'opinion publique peut être décisif.

R. PERINETTI

L'EXEMPLE DES REVISIONNISTES ALLEMANDS

A la mi-février, le chef de file des révisionnistes ouest-allemands, Herbert Mies, président du DKP, a effectué une visite en RDA, où il a rencontré son homologue est-allemand, Erich Honecker. A cette occasion, le journal révisionniste d'Allemagne de l'Ouest, *Unsere Zeit* (Notre Temps), a parlé de «solidarité fraternelle» et a indiqué que les discussions ont porté principalement sur les relations entre les deux partis. Dans l'article suivant publié dans leur organe central *Roter Morgen*, nos camarades allemands du KPD/ML mettent à nu la véritable nature de ces relations entre le DKP et le SED, le parti révisionniste de RDA.

Les relations entre le SED et le DKP ne sont pas basées sur le marxisme-léninisme et la révolution prolétarienne. Et elles ne sont pas non plus aussi fraternelles qu'on veut le faire croire. Il est connu qu'en ce qui concerne les relations avec les sociaux-impérialistes russes, la «fraternité» signifie simplement le droit de Moscou de piller ses vassaux, de les asservir et même de les agresser quand ils veulent se détacher de l'empire social-impérialiste, comme ce fut le cas pour la Tchécoslovaquie en 1968. Les relations entre les différentes cliques révisionnsites sont de même nature. Leur camp est dominé par des contradictions insurmontables qui sont le résultat de la dégénérescence révisionniste, bourgeoise. Et le SED, qui lèche les bottes de son suzerain social-impérialiste d'une façon particulièrement odieuse, essaie lui-aussi de se comporter en seigneur. Par exemple, il suscite des sentiments de chauvinisme à l'égard du peuple polonais, à l'égard des cliques révisonnistes qui n'ont pas honte de vendre à la RDA des travailleurs qui y mènent une existence semblable à celle des travailleurs immigrés chez nous.

Le SED a des relations particulières avec les révisionnistes modernes du DKP. Il se donne pour tâche de contraindre le DKP à adopter une ligne de soutien inconditionnel au social-impérialisme russe, sans oublier pour autant ses propres objectifs.

Les révisionnistes du SED procurent de l'argent aux révisionnistes modernes du DKP, ils leur donnent brochures, livres et revues pour les soutenir, ils forment les cadres du DKP, ils leur lancent de nombreuses invitations, ils organisent des voyages, des camps de vacances, etc. etc. — bref, un ensemble très dense et très diversifié de rapports et de services rendus de toutes sortes.

L'année dernière, quand le comité directeur du DKP a publié son rapport d'activité, on a pu remarquer qu'il n'y était pas question de l'argent reçu du SED. Le trésorier du comité directeur du DKP, Pilzhofer, a même été jusqu'à écrire le 15 décembre dans *Unsere Zeit* : «Nous, communistes, nous nous appuyons uniquement sur le dévouement militant et l'esprit de sacrifice de nos membres et de nos amis, des démocrates et des antifascistes.» Mais les faits parlent un tout autre langage. Selon des agences de presse, les révisionnistes modernes du DKP reçoivent du SED au moins 30 millions de mark par an. En comptant les sommes qui parviennent indirectement au DKP, (financement des délégations, cours de formation, etc.) on estime à environ 100 millions de mark (environ 180 millions de francs actuels, soit 18 milliards de francs anciens) ce que le DKP reçoit du SED. Par exemple, il est bien connu que chaque section régionale du SED patronne une ou plusieurs sections du DKP en Allemagne de l'Ouest. Patronner, ça veut dire que les révisionnistes du SED rassemblent toutes les informations importantes sur la région concernée, ça veut dire que la section du DKP dans cette région reçoit du matériel de formation politique, des invitations pour ses cadres, des invitations à des chantiers de jeunesse, etc. Bien entendu, le but de tout cela, c'est de faire du DKP uniquement un instrument du social-impérialisme.

La visite de Mies en RDA a permis d'aboutir à un accord total sur la « coopération DKP-SED en 1976», ainsi qu'on peut le lire dans le communiqué officiel publié par *Neues Deutschland*, l'organe du parti révisionniste est-allemand. Avec l'argent qu'il donne ainsi, le SED soutient les plans contre-révolutionnaires agressifs du social-impéirialisme russe. Le fait que les révisionnsites modernes du DKP soient des serviteurs particulièrement fidèles du social-impérialisme russe est entre autre la conséquence de leur attitude de vendus, de leur grande dépendance par rapport au SED révisionniste.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 2e trimestre 19